



## **Déclaration FNEC-FP FO au CTA du 30 mars 2020**

**Monsieur le Recteur,  
Mesdames et Messieurs les membres du CTA,**

La FNEC-FP FO s'inscrit dans la déclaration commune qui vient d'être lue par la FSU mais souhaite ajouter un certain nombre d'éléments complémentaires.

Il y a quelques années notre confédération affirmait que « l'austérité tue », nous étions alors loin d'imaginer que nous aurions raison dans de telles proportions.

L'urgence Monsieur le Recteur est à la gestion de la crise sanitaire.

L'urgence est à tout mettre en œuvre pour la gérer, pour assurer votre obligation de garantir la protection de la santé et de la vie des agents de l'Éducation Nationale en particulier en mettant à leur disposition les moyens de dépistage et de protection nécessaires.

L'urgence est à se préoccuper de ce que les organisations syndicales qui représentent les salariés par multiples courriers, échanges téléphoniques vous font remonter quant aux incidences de la continuité pédagogique sur les personnels de l'Éducation Nationale : burn-out, de risques contraires à la consigne nationale du confinement...

L'urgence comme vous pouvez le constater est donc à réunir régulièrement les CHSCT afin qu'ils puissent jouer le rôle fondamental qui est le leur... et c'est tout ! Nous vous demandons d'intervenir auprès des DASEN pour les obliger à les tenir... et à reporter les CTSD de la carte scolaire après le confinement !

Si nous aussi nous notons que ce CTA est marqué par une volonté de mise en conformité avec la réglementation nous considérons, en toute logique, que le prétendu Comité Technique Académique du 17 mars ne s'est pas tenu et que la consultation des instances qui devait avoir lieu n'a pas été réalisée.

Et sur la forme Monsieur le Recteur, comment ne pas se sentir offensés ?

Le CHSCTA s'est tenu en téléconférence. Vous le savez, les débats ont parfois été coupés. Dans le cadre de l'organisation de ce CTA en visioconférence, la décence aurait été de vous préoccuper d'améliorer la qualité des débats, conformément à la réglementation en vigueur, que visiblement vous ne maîtrisez pas : rien n'a été fait. Personne du Rectorat ne s'est rapproché des titulaires et suppléants FNEC FP FO pour s'assurer qu'ils avaient bien le matériel, la connexion, les conditions pour siéger...

Monsieur le Recteur, permettez nous de considérer qu'une bonne partie de l'ordre du jour de ce CTA est de fait impossible à traiter. Vous nous proposiez, Monsieur le Recteur, une répartition de l'enveloppe de moyens premier degré attribuée à l'académie en fonction d'un certain nombre de critères. Vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur le Recteur, que notre ministre s'est exprimé sur la question des fermetures de classe dans le premier degré vendredi 27 mars au journal de 13 H. Il a annoncé ainsi, « nous revoyons les opérations d'ouvertures et de fermetures de classes », « il n'y aura aucune fermeture de classe en milieu rural sans l'accord du maire ». Il a aussi indiqué qu'il fallait

« reconsidérer l'équilibre ouvertures/fermetures en milieu urbain ». Ces déclarations du ministre remettent totalement en cause le projet que vous nous présentiez dans les documents préparatoires. Ainsi pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, dans le département du Tarn, dont la dotation est négative de 5 postes, ce ne sont pas moins de 9 classes pointées en suppression dans le projet du DASEN communiqué aux représentants des personnels, qui ne seraient plus à l'ordre du jour car situées en milieu rural. Il faudrait donc maintenant, pour réaliser un projet conforme aux déclarations du ministre uniquement sur la question des classes en milieu rural, une dotation positive de 4 postes pour ce département.

Monsieur le Recteur, le projet que vous nous avez communiqué n'est plus à l'ordre du jour, nous vous demandons donc d'en tirer les conséquences et de le retirer de l'ordre du jour de ce Comité Technique et de le reporter après la fin de la crise sanitaire.

Ce CTA et les CTSD ne peuvent donc pas se tenir comme initialement prévu ! La question du report est plus que jamais d'actualité : vous devez revoir vos copies !

Il n'y a pas à attendre le jour d'après pour entendre les revendications !

Aujourd'hui, les personnels de l'Education Nationale ne veulent pas que les opérations de la carte scolaire continuent comme si de rien n'était ! Les personnels ne veulent pas d'une telle carte scolaire !

Ce qu'ils veulent aujourd'hui c'est l'annulation des fermetures de classes envisagées, l'ouverture de toutes les classes nécessaires, mais aussi la création de postes de remplaçants, d'enseignants spécialisés à hauteur des besoins et l'augmentation des quotités de décharge de direction.

Ce qu'ils veulent c'est l'annulation de toutes les suppressions de postes et redéploiements envisagés et des créations de postes en urgence d'enseignants, administratifs, PsyEN, CPE, personnels de direction, assistantes sociales, infirmières, médecins de l'Éducation nationale et personnels de laboratoire.

Monsieur le Recteur, qu'on se le dise : la colère gronde chez les salariés de ce pays y compris chez les personnels de l'Éducation Nationale. Personne n'a oublié que depuis 2003, plus de 100 000 lits d'hôpitaux ont été fermés dont 4 178 rien que pour cette année ; personne n'a oublié que le gouvernement a apporté une fin de non-recevoir à la grève des urgentistes qui revendiquaient plus de lits, plus de postes. Les salariés comprennent qu'ils ont eu raison de faire grève pour réclamer l'abandon de toutes ces contre-réformes qui ont détruit les services publics.

Postes, statuts, salaires, services publics... quelles que soient les circonstances, la FNEC FP FO ne renoncera à aucune revendication et surtout pas au nom d'une quelconque « unité nationale » avec ce gouvernement qui s'en prend méthodiquement à tous nos acquis sociaux.

Il faut satisfaire les revendications immédiatement !

Je vous remercie de votre attention.